

64895

NATIONS UNIES  
CONSEIL  
ECONOMIQUE  
ET SOCIAL



Distr.  
GENERALE

E/CN.14/RES/162(VIII)  
23 mars 1967

Original : FRANCAIS/  
ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE  
Huitième session  
Lagos, 13-25 février 1967

RESEAU PANAFRICAIN DE TELECOMMUNICATIONS

Résolution 162(VIII) adoptée par la Commission à sa 139ème séance plénière  
le 24 février 1967

La Commission économique pour l'Afrique,

Rappelant son avis selon lequel la création d'un réseau panafricain de télécommunications moderne et efficace est une nécessité urgente et fondamentale pour accélérer le développement économique et social du continent africain,

Prenant note du rapport de la réunion mixte de la CEA et de l'OUA sur les télécommunications en Afrique (E/CN.14/357), et notamment des résolutions adoptées à cette réunion,

Notant avec satisfaction que la Commission du Plan pour l'Afrique, créée sous les auspices de l'Union internationale des télécommunications et composée d'experts représentant les Etats membres, vient d'établir à sa réunion d'Addis-Abéba (janvier-février 1967) un plan d'interconnexion des réseaux africains de télécommunications qui constitue la phase initiale essentielle dans la construction d'un réseau d'ensemble panafricain,

Ayant pris note de la résolution et des opinions adoptés par les représentants des administrations africaines des télécommunications à cette deuxième réunion, notamment en ce qui concerne la formation du personnel et la priorité à accorder aux projets concernant les télécommunications,

Reconnaissant que la prochaine étape doit être l'exécution rapide du Plan par les pays africains,

Tenant compte des déclarations que le Secrétaire exécutif et le Secrétaire général adjoint de l'UIT ont faites sur les résultats de la deuxième réunion de la Commission du Plan tenue à Addis-Abéba du 23 janvier au 8 février 1967 ,

M67-449

Consciente du fait que le Plan exige de grandes ressources financières et de main-d'œuvre que la plupart des pays africains ne possèdent pas ou ne peuvent mobiliser par eux-mêmes, et que par conséquent il faudra faire des efforts importants et soutenus pour rechercher tous les moyens possibles d'assistance technique, financière et en personnel, pour coordonner l'utilisation rationnelle de ces ressources et pour aider les pays africains à cet égard,

Se félicitant de l'étroite coopération qui existe entre la Commission, l'UIT et l'OUA pour le développement harmonieux des télécommunications en Afrique,

1. Engage vivement ces institutions à poursuivre leurs efforts pour resserrer leur coopération dans l'intérêt de tous les pays africains;

2. Prie le Secrétaire exécutif, agissant en consultation avec l'OUA, l'UIT, la BAD, la Banque et le PNUD, de prendre immédiatement des mesures pour créer au secrétariat un service consultatif comprenant des économistes aussi bien que des experts des télécommunications et dirigé par un Africain compétent, qui sera chargé d'aider les pays africains à prendre toutes les mesures voulues pour mettre rapidement à exécution le Plan de réseau panafricain de télécommunications, et en particulier :

a) De rechercher et de mobiliser toutes les sources nationales, internationales, bilatérales et multilatérales possibles d'assistance financière;

b) D'aider les Etats membres à prendre des mesures, en coopération avec les organismes compétents, pour s'assurer que les pays africains disposent d'assez de personnel qualifié pour le fonctionnement des réseaux au fur et à mesure qu'ils seront établis;

c) D'encourager et, en général, de coordonner les efforts des gouvernements africains et des institutions bilatérales et multilatérales fournissant une aide technique et financière, et de prendre toutes autres mesures que le Secrétaire exécutif jugera nécessaires pour assurer la réalisation rapide d'un réseau africain bien équilibré de télécommunications;

3. Recommande aux pays africains d'accorder la plus grande importance aux résolutions, recommandations et opinions adoptées par les spécialistes africains des télécommunications à la fois à la réunion mixte de la CEA et de l'OUA et à la deuxième réunion de la Commission du Plan pour l'Afrique;

4. Invite les gouvernements africains à accorder, dans leurs plans de développement, une très haute priorité à la création d'un réseau africain de télécommunications.